



N°13 – Du 24 au 30 mars 2023

Argentine – Le président et le ministre de l'Économie passent par Washington avant l'examen de la 4^{ème} revue par le FMI

Quelques jours avant l'examen par le conseil d'administration du FMI de la 4^{ème} revue du programme argentin, qui doit se tenir à la fin de cette semaine, le président Alberto Fernández et son ministre de l'Économie Sergio Massa se sont rendus aux États-Unis. Le 29 mars, les deux hommes d'État se sont entretenus avec leurs homologues américains et les dirigeants du FMI. Sur le plan politique, le président argentin a rencontré, à la Maison Blanche, le président américain, Joe Biden. Outre les questions géopolitiques (guerre en Ukraine) et de finance internationale (place des pays à revenu intermédiaire dans les stratégies des bailleurs de fonds multilatéraux), ainsi que les axes de développement de la relation bilatérale (énergie propre et numérique), cette rencontre a été l'occasion, selon la presse argentine, de s'assurer du soutien des États-Unis au conseil d'administration du FMI pour approuver la 4^{ème} revue du programme argentin. Les États-Unis, qui détiennent 16,5% des droits de vote, jouent un rôle essentiel pour adopter cette revue et permettre ainsi à l'Argentine de recevoir 4,0 Md de DTS, soit 5,3 Md USD, et par là même de rembourser 2,6 Md USD au même organisme au titre du paiement du capital issu de l'accord de confirmation de 2018. Selon Alberto Fernández, le président Joe Biden a déclaré que l'Argentine pouvait compter sur l'appui politique du gouvernement américain. Le ministre de l'Économie argentin s'entretenait au même moment avec la n°2 du Fonds, Gita Gopinath, afin de discuter des points économiques et techniques de la revue. Selon la presse argentine, l'objectif était d'insister sur l'impact de la sécheresse que traverse l'Argentine et sur la nécessité de réviser la cible de réserves internationales nettes fixée dans le programme. L'équipe économique aurait convenu avec les services du Fonds d'assouplir l'objectif annuel, en particulier la cible du 1^{er} trimestre pour tenir compte de l'impact de la sécheresse sur les récoltes et les recettes en devises. La Banque centrale argentine enregistre notamment, depuis le début de l'année 2023, des ventes nettes de devises de 2,6 Md USD (dont 1,5 Md USD en mars). Dès lors, pour accumuler des réserves internationales et atteindre les nouvelles cibles révisées si elles sont adoptées par le conseil d'administration du Fonds, l'équipe économique compte sur les apports des bailleurs de fonds multilatéraux. À ce titre, Sergio Massa s'est entretenu avec le nouveau président de la Banque interaméricaine de développement (BID), Ilan Goldfajn, pour organiser les apports de l'organisation au cours de l'année 2023 et annoncer un nouveau prêt de 150 MUSD. La semaine passée, l'Argentine avait déjà reçu 680 MUSD, dont 285 MUSD de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF) et 395 MUSD de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Par ailleurs, l'équipe économique pourrait, selon la presse argentine, s'apprêter à lancer un nouveau taux de change avantageux pour encourager les exportations de l'ensemble du secteur agricole. Celui-ci devrait être temporaire, s'étalant sur une durée de 30 à 90 jours selon les activités agricoles. Cette mesure doit permettre de maximiser les entrées de devises issues du début de la commercialisation des récoltes de céréales qui aura lieu dans les prochaines semaines, bien qu'elles soient affectées par la sécheresse. Elle doit aussi permettre d'atteindre les cibles trimestrielles du programme, au milieu d'un calendrier électoral argentin chargé.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,3

Versement attendu
après l'adoption de
la 4^{ème} revue
(Md USD)

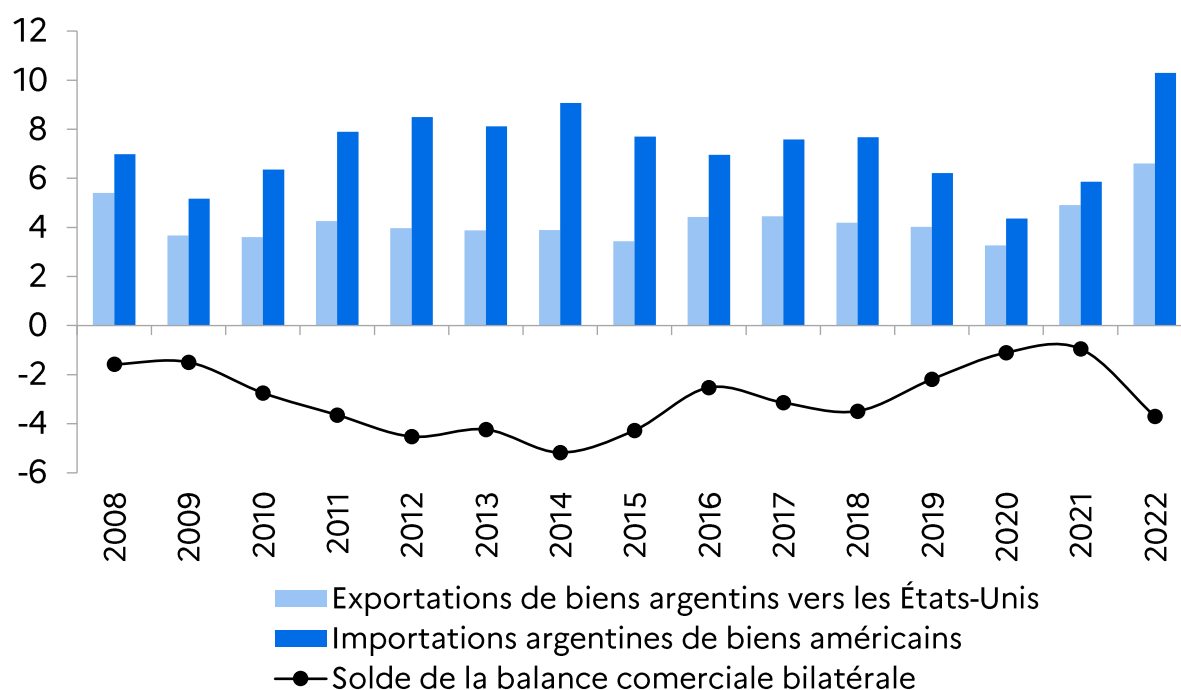
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,5%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,0%	-0,8%	4,5%	1,8%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	99,9%	5,2%	5,0%	7,2%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Évolution du commerce bilatéral avec les États-Unis (Md USD)



Sources : FMI, INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La croissance du PIB a été fragile au 4^{ème} trimestre de 2022

Au 4^{ème} trimestre de 2022, le PIB argentin a diminué de près de 1,5% en désaisonnalisé par rapport au 3^{ème} trimestre (après +1,4% au 1^{er} trimestre et +0,8% au 2^{ème} trimestre). Cette baisse s'explique par une réduction de la consommation privée (-1,5% après +0,9% le trimestre précédent), de la consommation publique (-0,3% après +0,9%), et par une très forte contraction des investissements (-7,2% après -1,6%). A contrario, les exportations ont été dynamiques (+8,7%).

En glissement annuel, le PIB a enregistré une croissance de 1,9% au 4^{ème} trimestre de 2022 (après +5,9% au 3^{ème} trimestre +7,1% au 2^{ème} trimestre), surtout portée par la demande interne. En effet, la consommation privée (+5,1% après +10,5% au 3^{ème} trimestre) est restée élevée, quoique l'investissement marque un net ralentissement (+0,1% après +14,7%), ainsi que la demande pour les biens et services importés (+1,0% après +20,8%). La consommation publique (-2,1% après +0,2%), a très fortement ralenti, répondant ainsi à l'ajustement budgétaire entrepris au 3^{ème} trimestre. En revanche, les exportations sont reparties à la hausse (+8,6% après -2,1%).

Côté offre, le secteur le plus dynamique a été l'hôtellerie et la restauration (+20,0%). D'autres suivent comme l'activité minière (+11,1%), le secteur des transports et des communications (+3,5%), mais également le commerce (+2,7%) ainsi que le secteur de la construction (+2,5%). Le secteur agricole a quant à lui enregistré un fort recul d'activité sur la période (-10,3%).

Cette année 2022 aura été fructueuse pour l'économie argentine. La croissance du PIB s'est ainsi élevée à 5,2% (après une très forte croissance de 10,4% en 2021), dynamisée par une hausse notable de la consommation privée (+9,4%) ainsi que de l'investissement (+10,9%), dans la trajectoire de la reprise post-pandémique. Cependant, la croissance demeure fragile. Si la forte progression du secteur minier (+13,5%) illustre le potentiel en ressources naturelles, l'effondrement du secteur agricole (-4,1%) montre les impacts importants de la sécheresse. Dans cette perspective, la croissance devrait ralentir en 2023 : le FMI l'estimait à +2,0% fin 2022. Le consensus des agents économiques prévoit plutôt une croissance nulle voire une légère récession.

Les salaires argentins sont compromis par l'inflation

Le 28 mars, le gouvernement a confirmé une augmentation du salaire minimum de 26,6% au cours du 2^{ème} trimestre de 2023, avec une répartition des hausses qui sont prévues en avril (+15,6%), en mai (+6,0%) et en juin (+5,0%). À partir du 1^{er} juin 2023, le salaire minimum mensuel passera ainsi à 87.987 ARS (425 USD au taux de change officiel et 226 USD au taux de change informel dit « Blue ») et le salaire minimum horaire à 439,95 ARS (2,1 USD et 1,1 USD, respectivement). Le décret prévoit également une hausse de 26,5% de l'allocation chômage, son montant minimal devant passer à 24.400 ARS (117 USD et 63 USD) et le montant maximal à 40.733 ARS (196 USD et 105 USD). **Sur la même période, le gouvernement souhaite que les salaires des secteurs d'activité augmentent du même ordre de grandeur, leurs syndicats négociant**

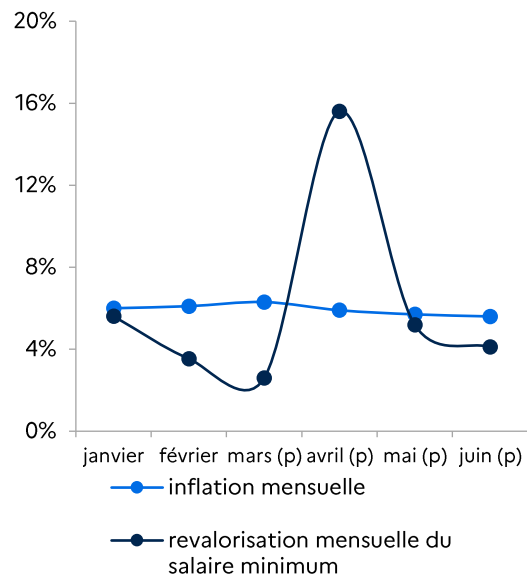
actuellement une revalorisation trimestrielle avec un plancher à 20%.

Le ministre de l'Économie Sergio Massa a annoncé viser une hausse annuelle du salaire minimum de 60,0%. Néanmoins, cet objectif paraît ambitieux sachant que les syndicats prennent en compte dans leurs négociations les anticipations d'inflation publiées par la Banque centrale (99,9% fin 2023 selon la dernière enquête), avec dès lors des effets d'entraînement attendus sur l'ensemble des négociations salariales des divers secteurs d'activité et sur les prix. Par ailleurs, la hausse des salaires nominaux pourrait ne pas se répercuter sur les salaires réels au vu de l'inflation élevée (+102,5% en février 2023). Pour rappel, en 2022, le salaire réel moyen a enregistré des variations contrastées selon les secteurs. Comparé à l'inflation annuelle à 94,8%, il a diminué dans le secteur privé (hausse du salaire moyen de 93,7%), et en particulier dans le secteur informel (65,4%). À l'inverse, il a progressé dans le secteur public (99,4%).

Ces annonces interviennent dans un contexte de légère amélioration sur le marché du travail argentin. Au 4^{ème} trimestre de 2022, le taux d'activité est resté stable à 47,6%, le taux d'emploi a atteint 44,6% (+0,4 point de pourcentage (p.p.) par rapport au trimestre précédent) et le taux de chômage 6,3% (-0,8 p.p.). En revanche, le marché du travail se caractérise par la part importante de l'économie informelle qui a progressé (25,9% des actifs, +0,2 p.p. depuis le 1^{er} semestre) ainsi que par la faiblesse des salaires.

Évolution de l'inflation mensuelle et de la revalorisation mensuelle du salaire minimum (%)

(*) (p) = Prévu



Sources : INDEC, Journal Officiel, SER Buenos Aires

CHILI

La publication prochaine du plan national sur le lithium génère des attentes

La publication d'un plan sur la politique nationale sur le lithium a été annoncée pour début avril 2023 par le gouvernement du président Gabriel Boric. Toutefois, plusieurs annonces du président et de ses ministres dans les médias chiliens ont laissé entrevoir quelques-uns des points clés de la stratégie chilienne. Cette publication est attendue et devrait permettre d'accroître la production de lithium, ainsi que le développement de la chaîne de valeur de la mine jusqu'au produit fini (le pays ne maîtrisant actuellement que l'extraction). De nombreuses entreprises



privées chiliennes et étrangères se préparent depuis des années à investir et espèrent que le plan prévoira une ouverture du marché chilien jusqu'à présent partagé entre deux entreprises, l'états-unienne Albemarle et la sino-chilienne SQM.

L'information a été confirmée par le ministre des Finances, Mario Marcel, qui a annoncé le 28 mars que la stratégie comprendrait un volet d'ouverture du marché du lithium aux entreprises privées et appuierait les accords d'association et de coopération entre les secteurs public et privé. Pour sa part, la ministre des Mines, Marcela Hernando, avait déjà souligné l'importance de l'État dans la filière du lithium dans l'objectif de renforcer la souveraineté nationale, et plaidé pour des partenariats public-privé qui stimuleraient aussi les investissements dans le secteur. Le président chilien lui-même a abondé en ce sens le 27 mars en déclarant que l'État chilien souhaitait jouer un rôle prépondérant dans l'exploration et l'exploitation des ressources en lithium en collaboration avec le secteur privé. Le président Gabriel Boric a déclaré que la politique du lithium s'inscrirait dans la longue tradition minière du pays et réaffirmé son objectif que le Chili devienne ainsi le 1^{er} producteur de lithium à moyen terme.

Actuellement, le Chili contrôlerait entre 34 et 51% des réserves mondiales de lithium, ce qui représente près de 23% de la production mondiale. Si le prix du lithium et les volumes extraits au Chili ont explosé en 2022 (8,7 Md USD d'exportations, soit +326% en valeur et +46% en volume par rapport à 2021), la part de marché du Chili baisse depuis des années et devrait dès lors, sans réforme d'envergure, atteindre 17% en 2030.

La croissance chilienne est restée relativement résiliente en 2022

Selon les chiffres du dernier rapport sur les comptes nationaux de la Banque centrale, le PIB du Chili a augmenté de 2,4% en 2022, soit légèrement moins que les 2,7% initialement prévus. L'économie a ralenti par rapport à 2021, qui avait bénéficié d'une croissance remarquable de 11,7%. La hausse de l'activité a été portée par les services à la personne et aux entreprises, ainsi que par les transports. En revanche, la production de biens a décliné sous l'influence de la baisse de l'activité de l'industrie minière (-4,1%) et manufacturière (-2,5%). De même, l'activité commerciale a reculé, suivant la baisse de la demande et de la consommation de biens au 2^{ème} semestre (-4,2%).

La demande interne a ainsi progressivement chuté au cours de 2022 pour se contracter au 2^{ème} trimestre (-1,8% en glissement annuel) et au 3^{ème} trimestre (-7,6%), restant cependant positive sur l'année (+2,3%). Enfin, la valeur totale du commerce extérieur a quant à elle augmenté, aussi bien pour les importations (+12,9%) que pour les exportations (+4,7%).

Au niveau sectoriel, les mauvais chiffres de l'industrie minière se sont expliqués par une baisse du cours du cuivre et une plus faible production résultant de la diminution de la teneur en cuivre des gisements, ainsi que de problèmes opérationnels de traitement et de récupération du cuivre. Par ailleurs, le reste de l'industrie minière a vu son activité augmenter, notamment grâce au dynamisme du lithium (+526% d'exportations en valeur). L'activité du secteur agricole a, de son côté, légèrement progressé (+0,1%), même si seule la fruiticulture a eu une croissance positive, accompagnée du secteur de la pêche (+0,1%) grâce à l'élevage de saumon.

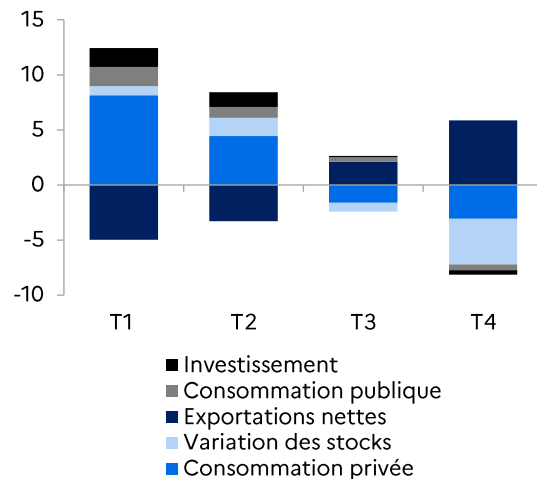
PARAGUAY

La croissance du PIB est restée résiliente au 4^{ème} trimestre, à la faveur d'une reprise des exportations

Selon les données des comptes nationaux publiées par la Banque centrale du Paraguay, le PIB paraguayen a progressé de 1,7% en glissement annuel au 4^{ème} trimestre de 2022, après +2,9% au 3^{ème} trimestre et -3,3% au 2^{ème} trimestre. Du côté de la demande, ce sursaut de croissance en fin d'année s'est en partie expliqué par une hausse de la consommation privée (+2,8% en glissement annuel au 4^{ème} trimestre de 2022, soit +2,2% en 2022). En revanche, la consommation publique s'est contractée (-11,2% ; -5,7% en 2022), du fait de la consolidation budgétaire entreprise par le gouvernement, tandis que l'investissement s'est très fortement réduit (-13,4% ; -7,1% en 2022). La baisse de l'investissement s'est ainsi expliquée par des difficultés dans le secteur de la construction et dans le secteur des machines agricoles du fait de la sécheresse. Ces effets conjugués ont dès lors pesé sur la demande interne (-3,3%), la consommation totale restant, de son côté, stable (+0,1%).

En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations ont été très dynamiques au 4^{ème} trimestre (+7,2% ; -1,6% en 2022) grâce aux livraisons de maïs ainsi que d'énergie électrique, après avoir été pénalisées par l'effondrement du secteur du soja à cause de la sécheresse début 2022. A contrario, la faiblesse de la demande interne a contraint les importations (-8,6% au 4^{ème} trimestre), notamment d'engrais et de combustibles, même si elles ont largement progressé sur l'ensemble de l'année (+5,6% en 2022).

Variation en glissement annuel des composantes du PIB en 2022 (%)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Du côté de l'offre, l'agriculture a confirmé sa reprise dynamique au 4^{ème} trimestre (+48,2% contre +13,2% au 3^{ème} trimestre) après des premiers trimestres décourageants (-12,7% en 2022). En revanche, certains secteurs pâtissent de la faiblesse de la demande et des investissements. C'est notamment le cas de l'industrie (-4,3%), mais également de la construction (-13,7%). Ce secteur a souffert du retard pris dans les travaux publics, du fait du plan de convergence budgétaire visant à ramener le déficit sous le seuil de 1,5% du PIB en 2024.

L'évolution en ordre dispersé des agrégats macroéconomiques et des divers secteurs implique une croissance quasiment nulle en 2022 (+0,1% après +4,2% l'année passée), témoignant de la décélération de la reprise post-pandémique ainsi que de la sécheresse. Cependant, le PIB devrait rebondir en 2023 (+4,5% prévus à la fois par le FMI et les agents économiques).

URUGUAY

L'Uruguay et l'Allemagne signent un accord pour la promotion de la transition énergétique

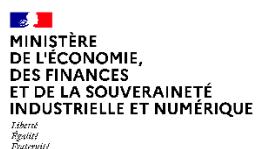
Le 29 mars, les gouvernements uruguayen et allemand ont signé un accord portant sur la coopération pour développer des sources d'énergie renouvelables et de combustibles alternatifs. L'objectif pour l'Uruguay est ainsi de réaliser une 2^{ème} transition énergétique, notamment grâce au développement de la filière hydrogène et la réduction de l'usage de combustibles fossiles dans les transports et l'industrie. Le pays produit déjà la quasi-totalité de son électricité (97%) à partir de sources d'énergie renouvelables (à l'instar de l'hydroélectricité), grâce à sa 1^{ère} transition énergétique. En effet, l'Uruguay est le 2^{ème} pays au monde en ce qui concerne la part des énergies renouvelables qui sont dites non conventionnelles (solaire et éolien) dans la génération électrique.

La signature de la déclaration conjointe pour la promotion de la transition énergétique a eu lieu entre le ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines de l'Uruguay, Omar Paganini, et son homologue allemand du ministère fédéral chargé de l'Économie et de l'Action climatique, Robert Habeck, dans le cadre de la conférence de « Dialogue sur la transition énergétique » qui s'est tenue à Berlin. Cet accord fait notamment partie du « *Energy partnership* » allemand, instrument du ministère fédéral chargé de l'Économie et de l'Action climatique, qui est destiné aux pays qui sont engagés dans une transition énergétique. Cet instrument a pour objectif, entre autres, de créer un réseau mondial pour faciliter les échanges en matière de

politiques énergétiques, afin d'encourager l'innovation énergétique et la coopération économique. Avec cet accord, l'Uruguay rejoint les 17 autres pays partenaires, aussi divers que l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Inde, le Japon, la Jordanie, le Maroc, le Mexique, la Turquie, la Tunisie et l'Ukraine.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud